

et a comparé cela aux performances médiocres de l'Allemagne, de l'Italie et de la Grande-Bretagne.

**M. Howard (Okanagan Boundary):** Et le Japon?

**M. Danforth:** J'inclurai le Japon mais alors on ne compare pas des choses du même ordre. Au Japon, on ne verse pas de subventions à des gens pour compter les canaris traversant un chemin ou pour photographier en couleur la préparation du spaghetti. Dans ce pays, les emplois sont en fonction de la productivité et voilà la différence. Une comparaison de la situation de l'emploi et de la productivité dans nos deux pays ne serait pas flatteuse pour le gouvernement.

Les ennuis que cause au pays ce programme d'encouragement proviennent notamment du fait que les ministères semblent poursuivre des objectifs divergents. Le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) a soulevé la question des raffineries de sucre. Le ministère du Revenu accuse ces entreprises de former un cartel et de fixer les prix. Par ailleurs, le ministère de l'Industrie et du Commerce reproche à ces mêmes sociétés de ne fonctionner qu'à 62 ou 68 p. 100 de leur capacité. Enfin, le ministère de l'Expansion économique régionale suit une troisième politique qui consiste à verser des milliers de dollars en subventions pour encourager l'aménagement de nouvelles raffineries. Ces trois politiques différentes de trois ministères entraînent naturellement le malaise et la confusion.

Monsieur l'Orateur, la politique industrielle cohérente et globale proposée par le chef de mon parti, nous permettrait de faire quelques progrès. Nous n'en faisons pas aujourd'hui à cause de l'illogisme du gouvernement actuel. Les importations de produits alimentaires vont croissant. L'agriculture est une industrie importante qui emploie beaucoup de monde, mais la politique du gouvernement consiste à importer des biens et des travailleurs étrangers, ce qui entraîne de grosses dépenses. Cette politique n'aide pas l'agriculture à soutenir la concurrence. Au fait, le gouvernement bat en retraite en disant: «Si nous ne pouvons pas soutenir la concurrence, retirons les agriculteurs de leurs terres». D'après lui, il faudrait affaiblir l'industrie agricole, la priver d'aide, s'en laver les mains jusqu'à ce qu'elle puisse coexister avec toutes ces importations.

• (1720)

On pourrait en dire autant de l'industrie textile. Le gouvernement croit accorder des stimulants à cette industrie lorsqu'il déclare: «On ne peut soutenir la concurrence des produits étrangers; nous allons décider quel genre de textile produire et voir si les usines peuvent s'agrandir et employer plus de travailleurs. Faites-nous part de tous vos problèmes tarifaires et nous déciderons alors s'il faut vous permettre de fabriquer tel ou tel produit.» Voilà le genre de programme d'encouragement que le gouvernement a mis en œuvre. Pour cela, les contribuables canadiens dépensent des millions de dollars. En fait, ces stimulants nous coûtent deux milliards de dollars, ce qui est beaucoup d'argent. Monsieur l'Orateur, personne ne peut imaginer ce que représente un milliard de dollars. Je ne le puis pas, quant à moi. Je ne sais pas s'il faut un wagon de chemin de fer ou une maison pour emmagasiner un milliard de billets d'un dollar. Je sais, toutefois, que si une personne de 18 ans se mettait à compter un milliard de dollars à raison 100 billets de \$1 l'heure, elle pourrait se retirer à l'âge de 65 ans sans avoir fini de compter la moitié de ce tas. Voilà ce que représente un milliard de dollars. Les stimulants nous coûtent aujourd'hui deux

milliards de dollars. Qu'avons-nous obtenu pour notre argent, sinon le taux de chômage le plus élevé qu'ait jamais connu le Canada? Voilà ce que nous avons obtenu.

**Des voix:** Bravo!

**M. Danforth:** Monsieur l'Orateur, nous avons dépensé 2 milliards de dollars, soit \$100 pour chaque homme, femme et enfant du Canada. Voilà ce qu'a investi le pays dans ce programme du gouvernement qui ne donne aucun résultat. Le gouvernement nous reproche d'avoir présenté cette motion et de critiquer le programme d'encouragement.

**L'hon. M. Gillespie:** Le député peut-il me nommer un pays qui ait fait mieux que le Canada?

**M. Danforth:** Le ministre me demande de nommer un pays qui ait fait mieux que le nôtre. S'il se souciait autant que nous des Canadiens et de l'avenir du Canada, nous nous en trouverions tous mieux. Monsieur l'Orateur, ce sont les emplois au Canada qui m'intéressent, pas les emplois au Japon, en Italie, en Grande-Bretagne, ou en Allemagne; ce qui m'intéresse, ce sont les emplois au Canada, et c'est aussi ce qui devrait préoccuper le gouvernement.

**Des voix:** Bravo!

**M. Faulkner:** Vous êtes à la Chambre des communes, pas en tournée de campagne électorale.

**M. Danforth:** L'argent que nous dépensons nous prépare une catastrophe. Nous disons aux industries de s'installer là où elles ne s'établiraient pas normalement, parce que les conditions économiques sont mauvaises. Et que va-t-il se produire, monsieur l'Orateur?

**M. Faulkner:** Je doute fort que le député puisse répondre à cette question.

**M. Danforth:** Une fois que nous cesserons d'accorder des subventions pour encourager les usines et les industries à aller s'installer dans des régions écartées, et une fois que la conjoncture économique retournera à la normale, ces usines et ces industries ne resteront pas dans ces régions, car les conditions économiques leur seront défavorables. Tout homme d'affaires du Canada sait cela. Je ne comprends pas comment le gouvernement ne s'en rend pas compte.

Mon collègue a montré que nous ne créons pas de nouveaux emplois, que nous ne faisons que les transférer. Nous augmentons l'emploi dans une région et nous le diminuons dans une autre, comme le prouve le fait que notre taux de chômage d'ensemble ne diminue pas. Je soupçonne qu'on ne nous donne pas les chiffres réels du chômage dans le pays, et cela m'ennuie.

**M. McCutcheon:** Ah, ah! Nous en arrivions au nœud de la question!

**M. Danforth:** Le gouvernement parle d'un taux de chômage de 6 p. 100. Ce chiffre ne représente que les gens qui retirent de l'assurance-chômage. Englobe-t-il les recyclés? Il y a 90,000 personnes en recyclage, je crois. Inclut-il les étudiants qui se cherchent un emploi, qui n'ont jamais travaillé et qui, par conséquent, ne sont pas inscrits comme chômeurs? Bien que le gouvernement parle d'environ 500,000 à 600,000 chômeurs, j'ai tout autant que les députés d'en face le droit de soupçonner qu'un million de Canadiens n'ont pas d'emploi aujourd'hui. Ce chiffre, j'imagine, se rapproche plus de la réalité que celui de 600,000.